

Échange entre les Entités nationales de mise en œuvre hébergé par le Sénégal

De novembre à décembre 2020, l'Entité nationale de mise en œuvre (NIE) du Fonds d'adaptation au Sénégal a organisé un échange virtuel avec dix autres NIE dans le monde. Le Centre de suivi écologique (CSE), NIE du Sénégal accrédité par le Fonds d'adaptation, a partagé des leçons et des conclusions précieuses avec d'autres NIE sur la gestion des zones côtières et la réduction des risques de catastrophe.

Ces leçons et conclusions ont porté sur les apprentissages tirés du processus de projet, notamment les questions de participation communautaire et le soutien institutionnel aux nouvelles politiques proposées pour lutter contre le changement climatique.

Cet échange a également permis de mieux comprendre les succès et les défis rencontrés par le CSE dans la mise en œuvre de projet. Cette brochure présente ces succès et propose une synthèse des leçons apprises d'autres NIE intervenant dans l'échange entre pays.



2020

Gestion des zones côtières et réduction des risques de catastrophe

Photo : Site partenaire du Fonds d'adaptation à Saly, au Sénégal – barrière maritime contre l'érosion des plages.

SÉNÉGAL

Les communautés côtières du Sénégal font partie des innombrables communautés côtières subissant une hausse du niveau de la mer et d'autres effets négatifs d'un changement climatique accéléré. Plusieurs plages ont déjà disparu, et le tourisme s'est effondré dans les régions remarquables de Rufisque, Saly et Joal. Avec l'effondrement du tourisme, les revenus des ménages et des entreprises locales tributaires du tourisme ont également chuté. L'érosion et les inondations par submersion marine ont détruit les rizières, endommagé les quais et les bâtiments et provoqué des accumulations de limon qui gênent le passage des petites embarcations entre les rivières et la mer.

Environ 56% du littoral sénégalais recule de 1,8 mètre en moyenne par an sous l'effet de l'érosion. L'érosion est le facteur le plus préjudiciable sur le littoral sénégalais, en raison des pertes de terres urbaines de grande valeur, estimées à 0,5 milliard de dollars par an. Le coût de l'érosion devrait considérablement augmenter à l'avenir, le phénomène étant fortement susceptible d'affecter les grandes zones urbaines. Par ailleurs, les activités traditionnelles de riziculture dans les vallées et les estuaires seront affectées par des phénomènes plus importants de submersion marine, freinant encore davantage le drainage de ces zones. Cet impact est similaire dans tous les pays du monde.

HAUSSE DU
NIVEAU DE LA
MER



Maison touchée par l'érosion des plages. Photo CSE



Des barrières comme celles-ci contribuent à freiner l'érosion extrême. Photo CSE

Le financement du Fonds d'adaptation a un impact sur les communautés côtières

Le vent a enfin tourné ! En 2010, le CSE a été accrédité en tant que NIE du Fonds d'adaptation, devenant éligible au financement direct de l'adaptation au changement climatique. En 2010, le Conseil du Fonds a approuvé la proposition de 8,6 millions USD du CSE pour un projet pluriannuel intégré dans les trois villes balnéaires susmentionnées, et les travaux ont commencé en 2011. Le projet s'intitule « **Adaptation à l'érosion côtière dans les zones vulnérables** ».

Depuis son lancement, ce projet a enregistré des progrès impressionnants. Citons notamment plus de 100 poissonnières aidées par la réhabilitation de l'infrastructure de séchage du poisson ; la préservation de 3 000 emplois dans le tourisme et la pêche ; et la construction d'une digue anti-intrusion d'eau salée de 3,3 km (la digue empêche l'eau salée de s'infiltrer dans le sol près de la côte). Ces progrès constituent un réel espoir pour la région.

De nombreuses leçons ont aussi été tirées, dont la nécessité de s'intégrer pleinement à la structure de réponse au changement climatique du Sénégal. Poursuivez votre lecture pour savoir comment d'autres pays ont tiré profit de financements similaires du Fonds d'adaptation.

BELIZE

Au Belize, le projet financé par le Fonds d'adaptation vise à « **Améliorer la résilience des communautés côtières du Belize aux impacts du changement climatique** ». À l'instar du Sénégal, une grande partie de la population du Belize vit sur le littoral. L'essentiel de l'économie bélizienne, notamment le tourisme, la pêche et la production agricole, se déroule dans ces zones.

Le projet est mis en œuvre par le Fonds pour la conservation des aires protégées du Belize (Protected Areas Conservation Trust – PACT), la NIE du Fonds d'adaptation, très impliquée dans l'amélioration des terres côtières en vue de renforcer la résilience des habitations et des activités sectorielles. Il s'agit notamment de stabiliser les plages et de renforcer les capacités nationales.

Les défis du PACT sont bien liés à ceux du CSE, par exemple la satisfaction des besoins du public en fonction de l'érosion côtière. Une grande partie du pays est touchée par l'érosion côtière et il est difficile de ne collaborer qu'avec certaines zones. En outre, le PACT est confronté à une pénurie d'experts techniques au Belize et à un manque de ressources pour obtenir du soutien. Enfin, l'impact de la COVID-19 a gravement limité sa capacité à consulter les principales parties prenantes.

ÉROSION
DES PLAGES



Maison menacée par la mer au Belize. Photo PACT

COMMUNITY ADAPTATION FOR FOREST-FOOD BASED MANAGEMENT IN SADDANG WATERSHED ECOSYSTEM

National Implementing Entity (NIE)

kemitraan
partnership

Executing Entity (EE)

KAPABEL
Konsorsium Adaptasi Perubahan Iklim dan Lingkungan

Le projet indonésien est largement axé sur les bassins versants régionaux. Photo Kapabel

INDONÉSIE

Le projet indonésien du Fonds d'adaptation intitulé « **Adaptation des communautés à une gestion basée sur les aliments forestiers dans l'écosystème du bassin versant du Saddang** » n'a commencé qu'en octobre 2020. Les leçons tirées de l'échange au Sénégal sont donc précieuses pour la planification. L'objectif de ce projet est différent de ceux des projets relatifs à l'érosion côtière.

Mis en œuvre par la NIE Consortium pour l'adaptation aux changements environnementaux et climatiques (Konsorsium Adaptasi Perubahan Iklim dan Lingkungan – KAPABEL), ce programme a pour objectif principal d'accroître la résilience et la sécurité alimentaire de la communauté du bassin versant du Saddang. Il s'agit d'un effort d'adaptation au changement climatique, axé sur le renforcement des activités de foresterie sociale, l'amélioration de la gouvernance côtière, le renforcement des politiques transversales et des capacités.

La superficie des zones menacées par le changement climatique et le niveau de catastrophe dans la région du bassin versant du Saddang montrent que 93 % des villages du bassin versant sont vulnérables au changement climatique.

Le KAPABEL est toujours en train d'intégrer son approche au sein des communautés cibles, de sorte que les leçons apprises sont pour le moment assez limitées. Cependant, il est bien placé pour planifier les défis anticipés, si l'on en croit l'échange avec le CSE.

NIGER

Le projet du Niger se concentre sur la sécurité alimentaire dans la région de Dosso. Le projet « **Renforcer la résilience de l'agriculture au changement climatique** » est mis en œuvre par la NIE Banque agricole du Niger (ou BAGRI). Il vise à fournir une solution durable aux problèmes de la faible production agricole et de l'insécurité alimentaire. Il s'agit d'un projet pilote destiné à renforcer la résilience des populations et à empêcher une adaptation réactionnaire, qui porte toujours préjudice aux agriculteurs. Il cible le problème des dépenses liées à la collecte de l'eau ainsi que la gestion des ressources hydriques. Au cours des échanges, la BAGRI a noté que les participants au programme, à 50 % des femmes, étaient âgés de 15 à 35 ans.

La production agricole nationale est confrontée aux effets néfastes du changement climatique dus au manque de ressources hydriques. La variabilité des conditions météorologiques et le changement climatique ont un impact direct sur la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales, en plus des difficultés de pompage et d'accès à l'eau.



Le projet du Niger met fortement l'accent sur la diversification des moyens de subsistance pour améliorer les revenus des agricultrices. Photo Banque mondiale

L'objectif principal du projet est de renforcer la résilience de l'agriculture et de soutenir la sécurité alimentaire au Niger par la promotion de techniques d'irrigation modernes. Le projet se concentre sur près de 200 groupes pilotes d'agriculteurs utilisant l'irrigation à petite échelle.

La BAGRI a partagé avec le projet les succès enregistrés à ce jour. La solide organisation du conseil régional de Dosso a permis d'allouer les financements aux bons ménages. Par ailleurs, de solides outils de suivi et évaluation ont été mis en place, contribuant à garantir la responsabilisation des parties prenantes.

Les domaines que le programme envisage d'améliorer sont notamment la faible organisation des populations rurales ; le manque de techniciens qualifiés pour conseiller les jeunes agriculteurs ; et une connaissance limitée du secteur agricole chez les nouveaux agriculteurs.

La BAGRI fournit des conseils à d'autres NIE afin de garantir la plus grande inclusion possible des bénéficiaires communautaires et d'établir de solides dispositifs de partage des coûts pour améliorer le ciblage des projets. Quels que soient les défis, elle pense que le projet peut être étendu en capitalisant sur les expériences de cette première étape.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

KENYA

Le projet du Kenya intitulé « **Programme intégré de renforcement de la résilience au changement climatique** » et de la capacité d'adaptation des communautés vulnérables au Kenya vise à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation au changement climatique de certaines communautés.

Le projet est mis en œuvre par l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA), une NIE du Fonds d'adaptation. À l'instar du projet du CSE au Sénégal, les responsables de ce projet cherchent à réhabiliter et protéger l'écosystème de mangrove et à stabiliser le littoral dans les zones côtières les plus vulnérables. Dans le bassin de la rivière Nyando (située dans le comté kenyan de Kisumu), ils veillent également à la construction de canaux et de digues pour contrôler les inondations. Sur la base de son expérience avec le projet, la NEMA a partagé les leçons suivantes :

1. Comme pour le CSE, la participation des parties prenantes est essentielle à la réalisation des objectifs du programme.

2. Les programmes doivent rester flexibles en raison de la nature évolutive du changement climatique.

Les défis du projet comprennent la sous-budgétisation de la construction des infrastructures, la longueur des processus de passation des marchés et les attentes déraisonnables de la communauté. La NEMA a pris note des techniques multicouches du CSE pour faire participer les communautés, et espère adopter des approches similaires au Kenya.

ÎLES COOK

Les îles Cook sont vulnérables à une grande variété de catastrophes naturelles, notamment des cyclones, et à de nombreux impacts du changement climatique, dont une forte érosion des plages. Mis en œuvre par la NIE Pa Enua Action for Resilient Livelihoods (PEARL), le projet « **Renforcer la résilience de nos îles et de nos communautés au changement climatique** » vise à renforcer la capacité de Pa Enua (Îles extérieures) et de toutes les communautés des îles Cook à prendre des décisions éclairées et gérer les pressions attendues dues au changement climatique de manière proactive, intégrée et stratégique.

Avec une approche axée sur l'agriculture, les habitants de Pa Enua sont formés à l'agriculture à petite échelle sous forme de parcelles familiales cultivées. Ces parcelles visent à favoriser une diversification des cultures, y compris l'introduction de nouvelles cultures climato-résilientes, et devraient également améliorer la santé globale et les moyens de subsistance des communautés. À l'instar de l'approche du CSE, ces activités ont été conçues par la communauté et le Conseil de l'île. L'implication de la communauté dès la phase de lancement a favorisé l'adhésion de la population locale au projet et son appropriation.

Le projet PEARL recommande de dispenser une solide formation à d'autres NIE, et un renforcement des capacités ainsi qu'une incitation à l'utilisation d'aliments locaux et à l'agriculture biologique. PEARL recommande également de tirer profit des connaissances traditionnelles pour des solutions plus durables, notant la nécessité de planifier l'achat en gros de produits locaux et de renforcer les structures existantes du secteur privé.



L'utilisation de l'agriculture hydroponique à petite échelle a été un succès dans les îles Cook. Photo Melina Tuiravakai

NOUS CONTACTER

Secrétariat du Conseil du Fonds
d'adaptation

Email: afbsec@adaptation-fund.org



@adaptationfund

<https://www.adaptation-fund.org/>